LE DISPOSITIF DE TOUS LES EMBOUTEILLAGES

Les barrages routiers étouffent la capitale

Est-il vraiment nécessaire d'aménager des voies express et de réaliser des autoroutes à coups de milliards de dinars si, au final, il faut mettre une éternité pour parcourir un petit tronçon ? La question se pose avec acuité au vu de ce que les automobilistes endurent sur la route, plus particulièrement à l'entrée de la capitale, en cette fin juillet. La police explique qu'il «est dans l'intérêt du citoyen qu'il en soit ainsi».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)- On ne se rend plus à Alger avec gaieté de cœur. Surtout si l'on vient de la Kabylie ou des wilayas de l'est du pays. Les nerfs sont mis à rude épreuve avant même de se mettre en route. L'on sait de prime à bord qu'on suera à grosses gouttelettes, paralysé dans les interminables embouteillages inévitables.

Le calvaire commence depuis Boudouaou où la Gendarmerie nationale a érigé un barrage de contrôle routier. Si, par miracle, ce premier obstacle est franchi sans désagréments majeurs, l'on est vite rattrapé par l'épreuve routière. On ne franchit pas aisément l'imposant point de contrôle routier érigé par les mêmes uniformes à Réghaïa ou rarement durant le week-end.

La police prend le relais en zones urbaines. D'abord au niveau de la cité des Bananiers, puis à l'entrée de la route moutonnière. Sur la voie express allant de Dar El Beida vers Ben Aknoun, on a rendez-vous forcément avec deux barrages de contrôle routier, les gendarmes d'abord au niveau de la bretelle de Baraki et, ensuite, les policiers, à moins de deux kilomètres, soit au niveau de la bretelle d'El Harrach.

La multiplication de ces points de contrôle routier, dicté certainement par l'impératif sécuritaire, a induit des embouteillages à longueur d'année. A tel point d'ailleurs que ça a inspiré une émission radiophonique intitulée justement «embouteillages». Ceux qui pensaient que la fluidité de la circulation automobile allait reprendre ses droits avec l'avènement des grandes vacances ont eu tout le loisir de déchanter.

Photo : Samir Sid

Des bouchons interminables à longueur de journée.

La situation sur les routes aux abords de la capitale a empiré d'un cran supplémentaire.

Le pic a été atteint le dimanche 24 juillet. En effet, faire une dizaine de kilomètre relevait du véritable parcours du combattant. Les infortunés usagers qui venaient de Bab-Ezzouar et «roulaient» vers le centre d'Alger ont mis près de trois heures à parcourir ce tronçon alors qu'habituellement, il ne leur prenait qu'environ 20 minutes.

Au niveau des barrages routiers des bananiers et d'El Hamma, les policiers ont procédé au rétrécissement à une seule les voies de circulation aux fins de contrôle.

Ce filtre, si l'on ose l'expression, a créé un embouteillage monstre. Rouler au rythme de l'escargot, pare-choc contre pare-choc donne des crampes au pied, met les nerfs en boules. Les sourires, ce jour-là, ont déserté les visages des automobilistes. Que de rendez-vous ratés, de retards au boulot ont été enregistrés ce jour-là. Mais à qui se plaindre ? Paraît-il, ces derniers temps, les services de sécurité ont entrepris de tester un dispositif spécial Ramadan. Il va sans dire que pareille opération n'est habituellement pas accompagnée d'annonce préalable.

Faute d'avoir été avertis, les automobilistes ont eu tout le temps de supputer, à voix haute pour ceux qui avaient des accompagnateurs et in petto pour ceux qui ont affronté l'épreuve en solitaire. «Il planerait sur Alger une menace sécuritaire», diront les plus prompts à dégainer l'argument sécuritaire. «C'est simplement une méprise à l'endroit du citoyen», diront d'autres qui ne semblent pas persuadés par l'argument sécuritaire.

L'explication viendra de la police. Contacté, le commissaire principal au niveau du service de la sécurité publique de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Saâdi Madjid, explique : «Il s'agit d'un dispositif spécial pour la saison estivale qui coïncide, cette année, avec le mois de Ramadan et l'arrivée massive de la Communauté nationale établie à l'étranger. Nous avons donc multiplié les patrouilles pédestres et motorisées, en adaptant le cycle de travail de la police de la circulation routière aux créneaux horaires, enregistrant un important trafic routier, en vue d'assurer la fluidité et la sécurité des usagers, notamment sur les axes routiers comptabilisant un grand nombre d'accidents.» La sécurité, peut-être mais la fluidité c'est franchement raté. Interrogé sur les désagréments occasionnés aux automobilistes par ce dispositif spécial, le commissaire dira : «Il est dans l'intérêt du citoyen qu'il en soit ainsi» ou encore «il vaut mieux vivre des embouteillages qu'une situation d'insécurité.»

M. M.

ABANDON DU PROJET DE RAFFINERIE DE TIARET

La colère des fellahs de Sidi El Abed

Les informations faisant état de l'abandon par la Sonatrach du projet de la raffinerie de Sougueur, dans la wilaya de Tiaret, a provoqué la colère des agriculteurs de cette localité. Ils sont, depuis 2008, dans l'impossibilité de travailler leurs terres. Les pouvoirs publics ne les ont toujours pas dédommagés.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La colère gronde à Sougueur. Les informations rapportées ces derniers jours par la presse, faisant état de l'annulation pure et simple du projet de raffinerie, ont provoqué l'ire des 52 exploitants agricoles du périmètre de Sidi El Abed.

«Cette raffinerie devait être réalisée sur les terres que nous exploitons depuis des années. Si les autorités décident d'annuler ce projet, cela voudra dire que nous ne serons jamais dédommagés. Nous avons pris attache avec les services de la wilaya de Tiaret pour tenter de confirmer si ce projet a bien été annulé, mais on nous a répondu qu'ils n'avaient reçu aucune décision officielle en ce sens», soulignera Benyagoub Seddik, un des agriculteurs de Sidi El Abed dont la superficie est de 1 411 ha.

Photo : Samir Sid

Sonatrach a lésé 52 exploitants agricoles de leurs terres depuis 2008.

En fait, ces fellahs ont été dépossédés officiellement de leurs terres en 2008 sur décision du wali. «Le wali nous a interdit toute activité agricole. Nous étions conscients de la situation, de l'apport de ce projet sur le développement de toute la région. Tous les agriculteurs ont respecté cette décision. Mais nos conditions sociales se sont vite dégradées.

L'agriculture est, pour la grande majorité d'entre nous, l'unique moyen de subsistance. Mais le plus grave dans tout ça est que les autorités locales ne nous ont toujours pas dédommagés», assure Benyagoub Seddik.

Selon lui, le dossier de dédommagement a été finalisé par les services des Domaines de la wilaya de Tiaret. Dans un premier temps, il avait été décidé d'accorder 7 millions de centimes par hectare. Une somme que les agriculteurs avaient estimé très en deçà de la valeur réelle de leurs terres.

«Il faut dire que nous n'avions pas le choix. Nous étions obligés d'accepter. Mais à la surprise générale, les responsables de l'administration des Domaines nous ont appris que notre dossier avait été bloqué par le wali de Tiaret car, pour lui, cette somme était trop importante. Nous avons tenté de saisir le ministère de l'Intérieur pour régler cette situation, en vain.»

Aujourd'hui, le collectif des agriculteurs de Sidi El Abed n'écarte pas la possibilité de saisir la justice afin d'obtenir une véritable compensation pour les années de pertes. Aujourd'hui, l'affaire de la raffinerie de Tiaret pose la problématique du bien-fondé de l'installation de ce projet dans cette région. Il est utile de rappeler que cette unité, censée être la plus grande d'Algérie, avait été initiée et soutenue par l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil. Il semblerait que ce soit le départ de Khelil qui aurait mis fin à la réalisation de cette raffinerie. Si c'est bien le cas, la décision est donc éminemment politique.

T. H.

TIZI-OUZOU

Découverte d'une casemate à Idjeur

Une casemate contenant un lot d'armes et de munitions a été découverte la semaine dernière dans les maquis d'Idjeur, au nord de la daïra de Bouzeguène, dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Selon notre source, c'est à la suite d'une filature menée avec des moyens de visée nocturne et ayant ciblé quatre jeunes suspects transportant des sacs à dos que les services de sécurité sont parvenus à localiser la cache des terroristes qui ont pris la fuite à la faveur de la nuit.

Cela expliquerait la fusillade nocturne rapportée par notre quotidien il y a trois jours.

S. H.